



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Rapport d'activités 2015

www.dracenie.com

Table des matières

1, Contexte	3
1.1 Organisation du service	3
1.2 Mode de Gestion du service	3
1.3 Prestations assurées dans le cadre du service.....	3
2, Les éléments techniques.....	4
2.1 Nombre de contrôles réalisés	4
2.2 Etat des lieux des installations.....	5
2.3 Actions réalisées	7
2.4 Projet à l'étude.....	7
3, Les éléments financiers.....	7
3.1 Budget	7
3.2 Tarification du service.....	8
3.3 Redevances perçus par le service	8
3.4 Subvention Agence de l'eau.....	8
3.5 Etat de la dette.....	8
4, Les indicateurs réglementaires	9
4.1 Populations concernées par le SPANC.....	9
4.2 Indice de mise en œuvre.....	9
4.3 Taux de conformités des dispositifs.....	9
5, Les indicateurs de performance.....	10
5.1 Etat général du parc.....	10
5.2 Les filières existantes pour l'année 2013.....	10
5.3 Les filières neuves pour l'année 2013.....	10
5.4 L'impact du service	12
5.5 Les filières mises en place	13

1 Contexte

L'Assainissement Non Collectif (ANC) désigne les installations individuelles de traitement des eaux domestiques.

Ces dispositifs concernent les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Les eaux usées traitées sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux ménagères (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...).

L'ANC est reconnu comme une solution à part entière, alternative au réseau public de collecte et au moins aussi efficace, avec un impact environnemental des rejets moindre en zone rurale.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est un service public local chargé d'une part de conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif et d'autre part de contrôler les installations existantes.

Comme pour l'assainissement collectif, ce service public fait l'objet d'une redevance qui en assure ainsi l'équilibre financier.

1.1 Organisation du service

La Communauté d'Agglomération Dracénoise regroupe, au 1^{er} Janvier 2015, dix-neuf communes (Ampus, Les Arcs, Bargemon, Callas, Chateaudouble, Claviers, Draguignan, Figanières, Flayosc, La Motte, Le Muy, Lorgues, Montferrat, Saint Antonin, Salernes, Sillans la Cascade, Taradeau, Trans En Provence, Vidauban) qui représentent 105 000 habitants, d'une surface de 792 km² soit 13.2% du département du Var

1.2 Mode de Gestion du service

Le service pour l'année 2015 est géré en régie et est composé comme suit :

- d'un responsable chargé de la gestion du service, de l'instruction des dossiers de conception, du contrôle des nouvelles installations, du budget et de la veille juridique.
- d'une secrétaire-régisseur de recettes, assurant l'accueil, la régie, l'envoi des courriers et la planification de l'agenda des techniciens,
- d'un technicien chargé du contrôle des installations existantes dans le cadre des ventes, de la programmation des rendez-vous, du contrôle des nouvelles installations,
- d'un technicien chargé du contrôle des installations existantes,

1.3, Prestations assurées dans le cadre du service

Le SPANC de la Communauté d'Agglomération Dracénoise assure en régie les prestations suivantes :

- ☒ Le contrôle des installations neuves
- ☒ Le contrôle des installations existantes
- ☐ L'entretien des installations
- ☐ Les travaux de réalisation d'une filière d'assainissement sous maîtrise d'ouvrage publique
- ☐ Le traitement des matières de vidanges

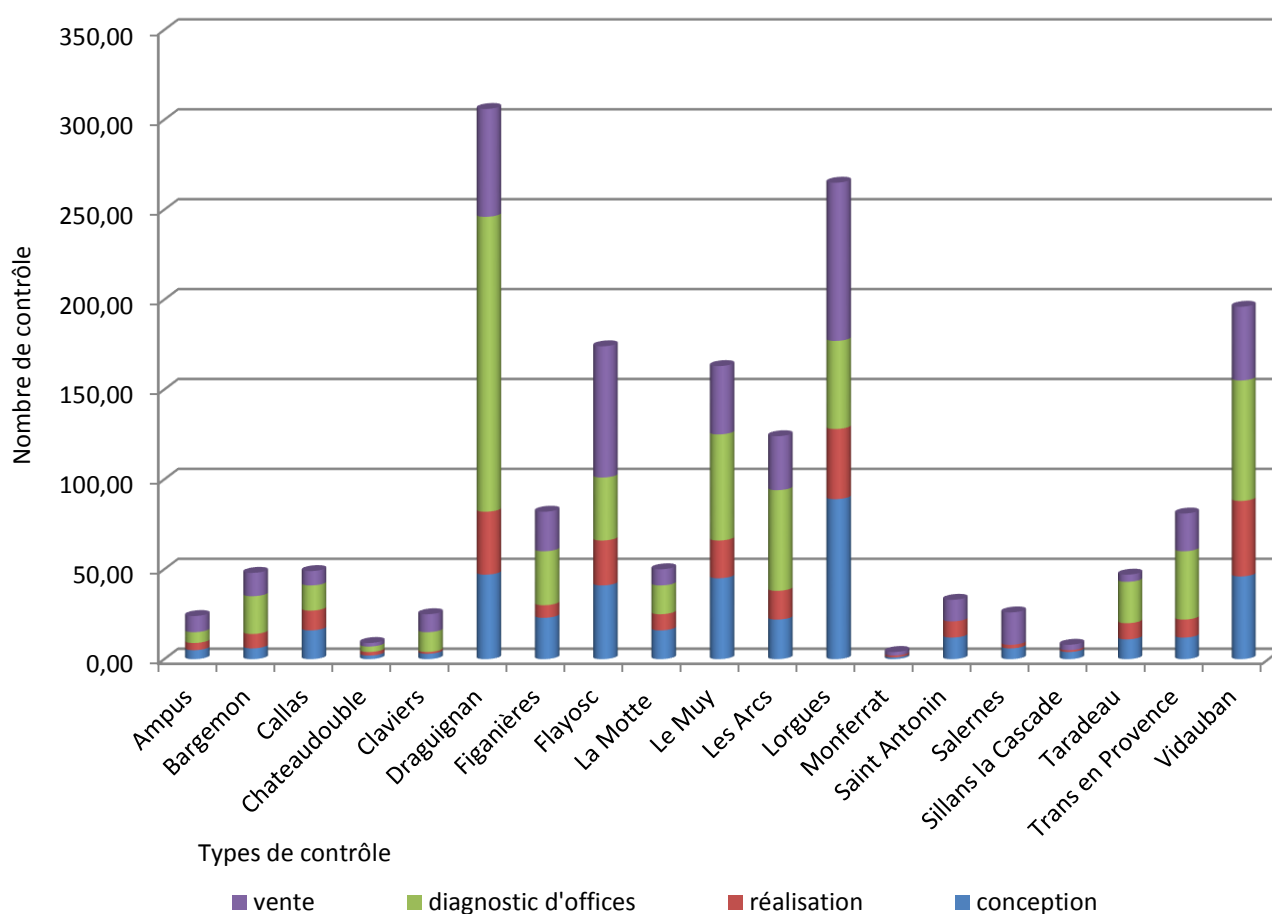
2. Les éléments techniques

2.1 Nombre de contrôles réalisés en 2015

	2011	2012	2013	2014	2015
Contrôle de conception	287	339	350	332	407
Contrôle de réalisation	209	223	228	256	252
Contrôle des filières existantes	907	856	681	620	1055

Le nombre de contrôles la conception (PC ou réhabilitation) est forte hausse comparée à l'année passée (19 %), quant à la réalisation de travaux, ces derniers sont stables par rapport à l'année précédente. Concernant les diagnostics dans le cadre d'une transaction immobilière, 463 ont été effectués cette année contre 406 l'année précédente. Afin de compléter les missions de contrôles des filières existantes, le service a mis en place des rendez-vous d'office conformément à l'obligation réglementaire visant à contrôler l'ensemble des filières d'assainissement non collectif. Pour ce faire, 752 demandes de rendez-vous nominatives ont été envoyées et 66 relances en recommandées. Ces courriers ont aboutis à la réalisation de 592 diagnostics de l'existant.

Nombre de contrôle pour l'année 2015 par commune et par types

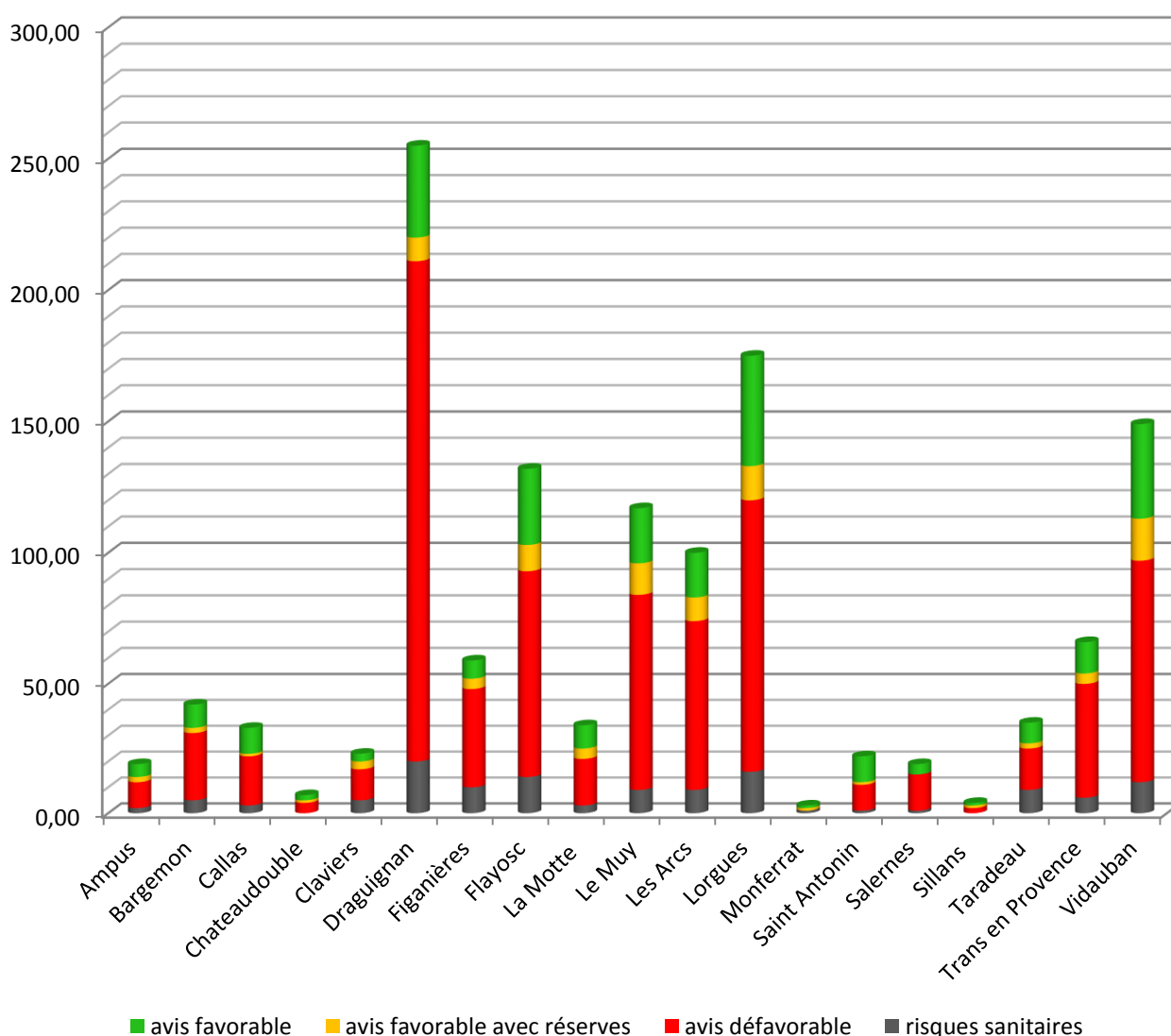


Répartition sur le territoire des contrôles en 2015

	Conception	Réalisation	Existant (vente et diagnostic d'office)
Draguignan, Lorgues, Vidauban	44.7 %	46 %	44.4 %
Le Muy, Les Arcs, Flayosc	26.5 %	24.6 %	27.6 %
Ampus, Bargemon, Callas, Chateaudouble, Claviers, Figanières, La Motte, Montferrat, Saint Antonin, Salernes, Sillans la Cascade, Taradeau, Trans en Provence	28.7 %	29.4 %	27.9 %

Dans ce graphique, il est à noter que la distribution de ces contrôles se répartit majoritairement sur les communes de plus de 10 000 habitants du territoire (Draguignan, Vidauban, Lorgues) et les pôles d'appui de l'agglomération (Le Muy, Les Arcs et Flayosc).

2.2 Etat des lieux des installations pour l'ensemble de l'activité 2015



Informations sur la légende :

- Avis favorable : L'installation est conforme à la réglementation en vigueur et son fonctionnement est satisfaisant.
- Avis favorable avec réserves : L'installation ne répond pas à la réglementation à la vigueur. Cependant, elle n'engendre pas de nuisances environnementales, ni sanitaires. De légers travaux de réajustement peuvent être demandés.
- Avis défavorable : Quel que soit sa conformité par rapport à la réglementation, l'installation présente des risques ou des dysfonctionnements qui peuvent ou ont un impact sur l'environnement et/ou sur la salubrité publique. Des travaux de réhabilitation sont sollicités.
- Risques sanitaires : La filière d'assainissement engendre des pollutions dument constatées et engendre des problèmes de salubrité publique.

Évolution de la répartition des avis pour les installations existantes

	Avis favorable	Avis favorable avec réserves	Avis défavorable	Risques sanitaires
2015	34	78	813	127
2014	39	60	469	52
2013	45	86	489	61
2012	76	64	694	22
2011	267	154	616	80

On observe que la majorité des installations existantes contrôlées dans l'année 2015 et lors des années antérieures, ne répondent pas à la réglementation.

En cumulant les installations ayant un avis favorable et favorables avec réserves, on observe que 10.6 % des installations existantes contrôlées cette année, n'ont pas d'impact environnemental ou sanitaire, Néanmoins, les installations classées défavorables représentent 77.3 % des installations contrôlées cette année. Ces installations, ne présentent pas visuellement d'impact sanitaire ou environnemental, mais pourrait en engendrer à court terme.

Ces contrôles ont permis d'identifier 127 installations (12%) présentant un risque sanitaire avéré de pollution.

Localisation des secteurs à risques suite à la réalisation des diagnostics de l'existant

Communauté d'Agglomération Dracénoise

- Service Public d'Assainissement Non Collectif -

Square Mozart – CS 90129 – 83004 DRAGUIGNAN Cedex

Tel : 04.94.50.16.40 – Fax : 04.94.50.16.33 – spanc@dracenie.com – www.dracenie.com

Suite aux diagnostics effectués, sur un grand nombre de secteur au sein du territoire, plusieurs quartiers ou situations ont été relevés comme difficiles à assainir. Majoritairement les hameaux ou patecqs imposent des contraintes supplémentaires à la réhabilitation d'une filière d'assainissement non collectif pour les raisons suivantes :

- Très Faible superficie de terrain voir absence de terrain,
- Difficultés à mettre en place des assainissements semi collectifs liées aux contextes des servitudes à établir entre les copropriétaires et ou propriétaires des terrains,
- Trouver des compromis financiers envers les différents propriétaires,
- Entretien de la station, du réseau et des postes de relevage souvent négligé par les copropriétés.

D'autres secteurs ou le sol ne présente pas les capacités à épurer les eaux usées ont aussi été relevées. (Zones de permien ou zones karstiques).

2.3 Actions réalisés

Tout au long de l'année le service à assurer la continuité des contrôles suivants :

- A la conception dans le cadre des permis de construire ou des demandes de réhabilitation,
- A la réalisation lors de la construction des filières d'assainissements non collectifs,
- Lors des transactions immobilières (diagnostic de la filière existante),
- Diagnostics des filières existantes sur le territoire (sectorisation faite par commune et par quartier).

Un nouveau règlement a été adopté par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise en date du 26 Juin 2014. Ce document a été revu de manière à mieux informer les usagers sur leurs obligations et leurs droits. Les redevances ont-elles aussi été réactualisées à cette même date, de manière à mieux répondre aux demandes des usagers. De plus, la version du logiciel métier a évolué en y intégrant une thématique cadastre, qui permet, de localiser les installations présentant un risque. Pour finir, un premier dossier pour les usagers éligibles à la subvention de l'agence de l'eau sera déposé début 2016.

2.4 Projet à l'étude

- Analyse pour la création d'une régie à autonomie financière,
- Appréhender le meilleur mode de gestion pour appréhender la gestion du stock restant (régie, marchés, DSP),
- En appui aux communes :
 - * Aide à la rédaction du Cahier des Clauses Techniques et Particulières pour la réhabilitation de la station du hameau de Reboullion et participation au suivi du chantier,
 - * Aide à la réactualisation du zonage d'assainissement de la commune de Montferrat,
 - * Aide à la réactualisation du zonage d'assainissement de la commune de Claviers,
 - * Appui technique à la réalisation d'une station d'épuration pour le hameau de Sauveclare sur la commune de Flayosc.

3 Les éléments financiers

3.1 Budget

(€)			2012	2013	2014	2015
Budget annuel	Dépenses	Fonctionnement	147 916.89 €	132 052.74 €	120 237,01 €	158 609,67 €
		Investissement	1098.76 €	0 €	12 384 €	13 857,49 €
	Recettes	Fonctionnement	174 934.72 €	144 860.00 €	127 097,50 €	186 775 €
		Investissement	195.12 €	82.16 €	183,13 €	14 153€
<u>Résultats</u>		Fonctionnement	27 017.83 €	12 807.26 €	6 860, 49 €	28 168,33 €
		Investissement	- 903.64 €	82.16 €	- 12 650,87 €	295,51 €

Données issues des comptes administratifs annuels.

3.2 Tarification du service

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Dracénoise est l'assemblée délibérante pour ce qui est des votes des tarifs du service.

Les tarifs fixés par la délibération n° CC 2013-012 du 14 Février 2013 et par la délibération n° CC 2014-166 du 26 juin 2014 sont les suivants :

Tarifs (€ TTC)	Conception	Réalisation	Contre visite de chantier
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité inférieure à 20 eq/h	120	60	50
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité supérieure à 20 eq/h	600	400	50
Dispositifs d'épuration des établissements à usage autre qu'habitation	200	100	50
Dispositifs d'épuration des établissements recevant du public	600	400	50
Tarifs (€ TTC)	Existant	Vente	Contre visite
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité inférieure à 20 eq/h	75	150	30
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité supérieure à 20 eq/h	300	300	30
Dispositifs d'épuration des établissements à usage autre qu'habitation	150	150	30
Dispositifs d'épuration des établissements recevant du public	300	300	30

Tarifs approuvées par la délibération du Conseil Communautaire n°2013-012 du 14 Février 2013 et modifiées par la délibération n° CC 2014-116 du 26 juin 2014.

3.3 Redevances perçues par le service

Année	2011	2012	2013	2014	2015
Redevance encaissée	1340	1323	1376	1082	1495
Facture	617	479	503	539	670
Relance facture	93	69	133	96	162
Titres émis	45	148	35	41	75

3.4 Subvention Agence de l'eau

Année		2012	2013	2014	2015
Agence de l'eau	Contrôle conception exécution	5 382 €	6 780 €	6 840 €	10 240 €
	Contrôle existant	21 632 €	22 230 €	790 €	2 070 €
	Contrôle périodique	639 €	1 150 €	6 020 €	8 260 €
Total		27 653 €	30 160 €	13 650 €	20 570 €

Les subventions sont versées sur l'année N, en fonction du nombre de contrôles réalisés durant l'année N-1. La baisse constatée sur l'exercice 2014 s'explique par l'entrée en vigueur du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau, diminuant les aides accordées au service public d'assainissement non collectif. Néanmoins, suite à une augmentation du nombre de contrôle pour l'année 2015, le montant de la subvention perçu a été plus important que l'année précédente.

3.5 Etat de la dette

Le SPANC de la CAD n'a pas recours à l'emprunt, donc l'état de la dette est sans objet.

4 Les indicateurs réglementaires

4.1 Populations concernées par le SPANC

Nombre d'installations sur le territoire : environ 18 000

Nombre d'habitants par foyer sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise : 2,29

Estimation du nombre d'habitants desservis par le SPANC : environ 39 200

4.2 Indice de mise en œuvre

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 140, les éléments indiqués au point B n'étant pas pris en compte si la somme des éléments mentionnés au A n'atteint pas 100 (Arrêté du 2 Mai 2007, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement).

a, Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC		
+ 20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	<input type="checkbox"/>
+ 20	Application d'un règlement du SPANC approuvé par une délibération	<input checked="" type="checkbox"/>
+ 30	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation aux regards de la réglementation	<input checked="" type="checkbox"/>
+ 30	Pour les autres, installations, la délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>
TOTAL « A » : 80 points		
b, Eléments facultatifs du SPANC		
+ 10	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	<input type="checkbox"/>
+ 20	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitations des installations	<input type="checkbox"/>
+ 10	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	<input type="checkbox"/>
TOTAL « B » : / points		

4.3 Taux de conformités des dispositifs

L'indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement non collectif en zone d'assainissement non collectif. Exprimé en pourcentage, il est égal au rapport entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année considérée et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.

Taux de conformité au sens de l'arrêté du 2 mai 2007 modifié.

ANC contrôlés conformes + installations ne présentant pas de dangers pour la santé ou de risques*

ANC contrôlés depuis la création du service

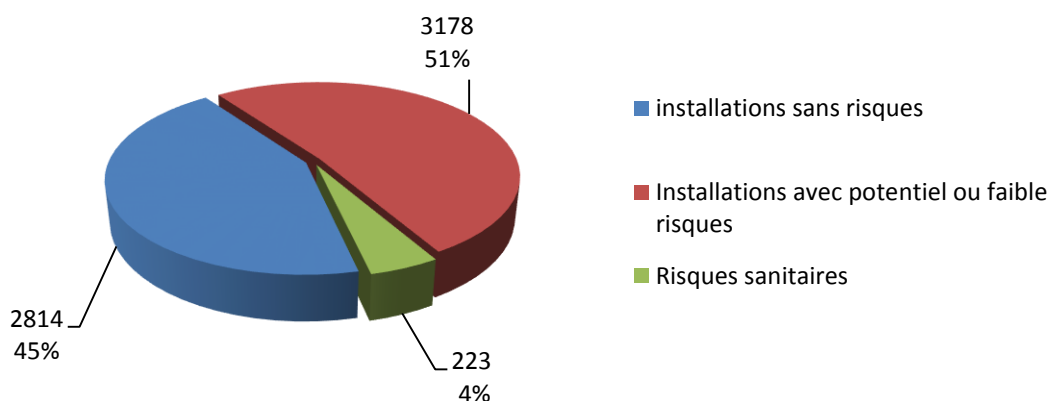
$$\text{Taux de conformité} = \frac{3534 + 3561}{7466} = 0.95 = 95 \%$$

Ce haut taux de conformité s'explique d'une part par les critères pris en compte à ce calcul et d'autre part, par l'absence de zone à enjeux environnementaux sur le territoire*.

*Définition de l'arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôles des installations d'assainissement non collectif.

5 Les indicateurs de performance

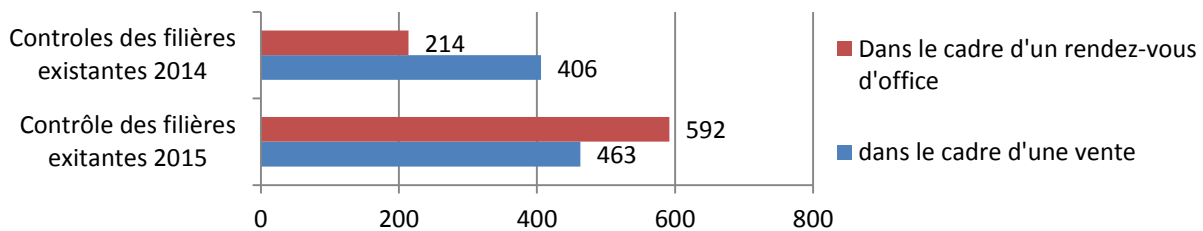
5.1 État général du parc depuis la création du service



Ces statistiques ne constituent qu'une vision instantanée des installations connues. Dès lors que l'ensemble du parc sera intégralement contrôlé, il est probable que la part d'installations non conformes serait majoritaire pour arriver à 70% (moyennes nationales).

5.2 Les filières existantes pour l'année 2015

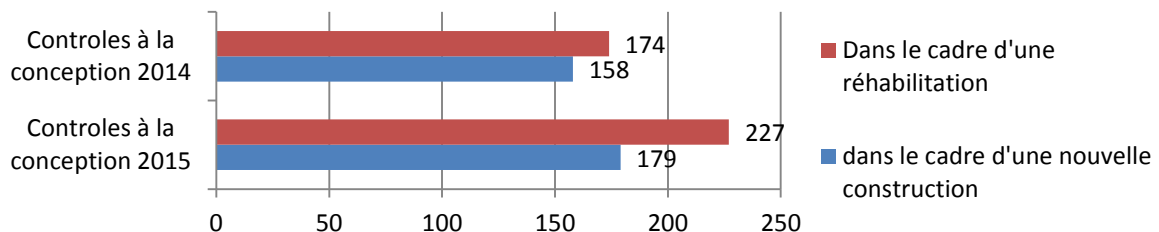
Nombre de diagnostic effectué dans le cadre d'une vente/Offices



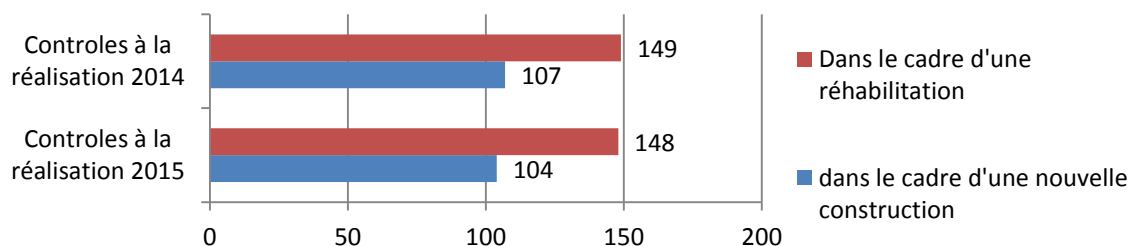
Le nombre de contrôles dans le cadre d'une vente est resté stable. Concernant les rendez-vous d'office, la baisse s'explique par la volonté de diminuer l'activité du service vis-à-vis du nombre d'agents.

5.3 Les filières neuves pour l'année 2015

Nombre de contrôle conception effectué pour une nouvelle construction /réhabilitation

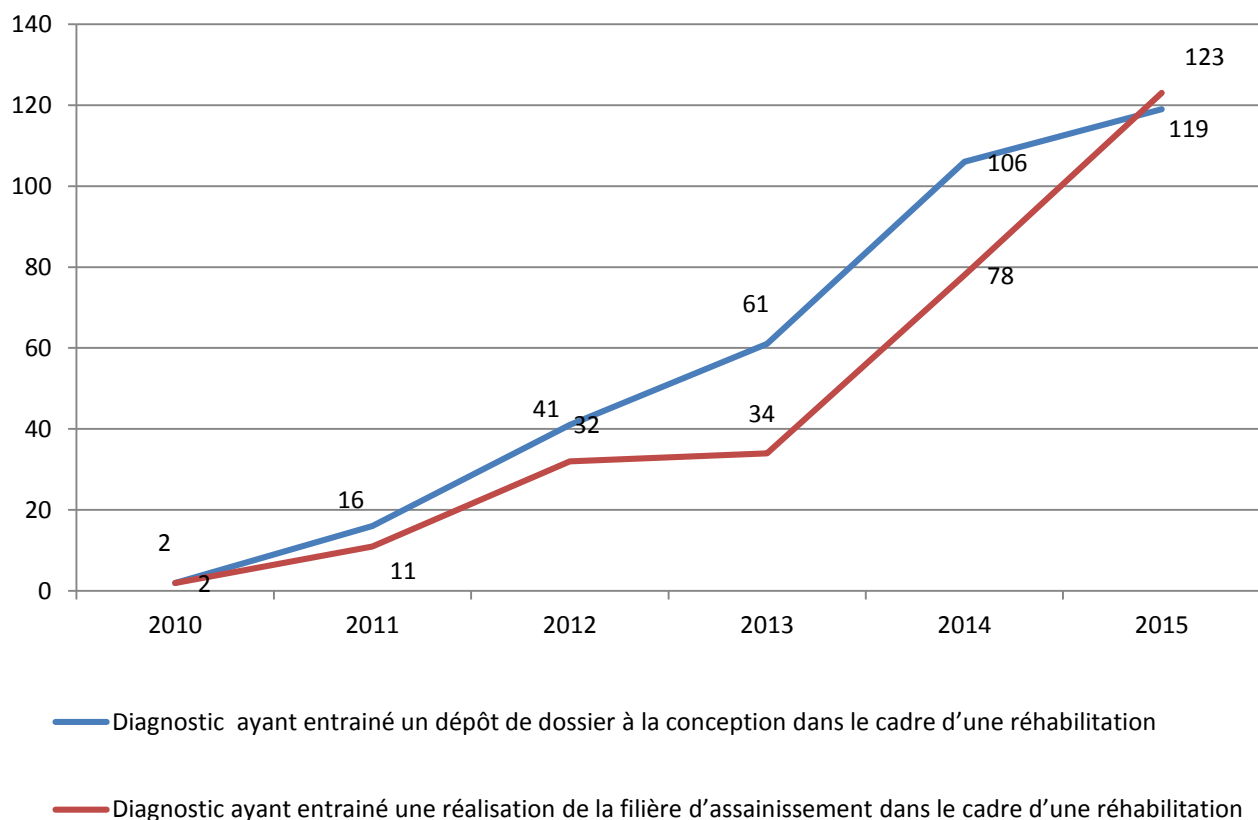


Nombre de contrôle réalisation effectué pour une nouvelle construction / réhabilitation



Ces graphiques confirment l'augmentation du nombre de réhabilitations qui a débuté depuis l'année 2012. En effet, l'activité dans le cadre des réhabilitations est devenue plus importante que l'activité des constructions neuves par rapport aux années 2012, 2013 et 2014. Ceci peut s'expliquer par la baisse des terrains à construire disponibles, à contrario, les diagnostics effectués par le service donnent plus souvent lieu à des réhabilitations et en augmente donc leurs nombres. A titre indicatif, la part des réhabilitations pour l'ensemble des contrôles conception et réalisation confondues pour l'année 2012 était de 39 %, en 2013 de 58 %, en 2014 de 55 % et en 2015 de 57 %.

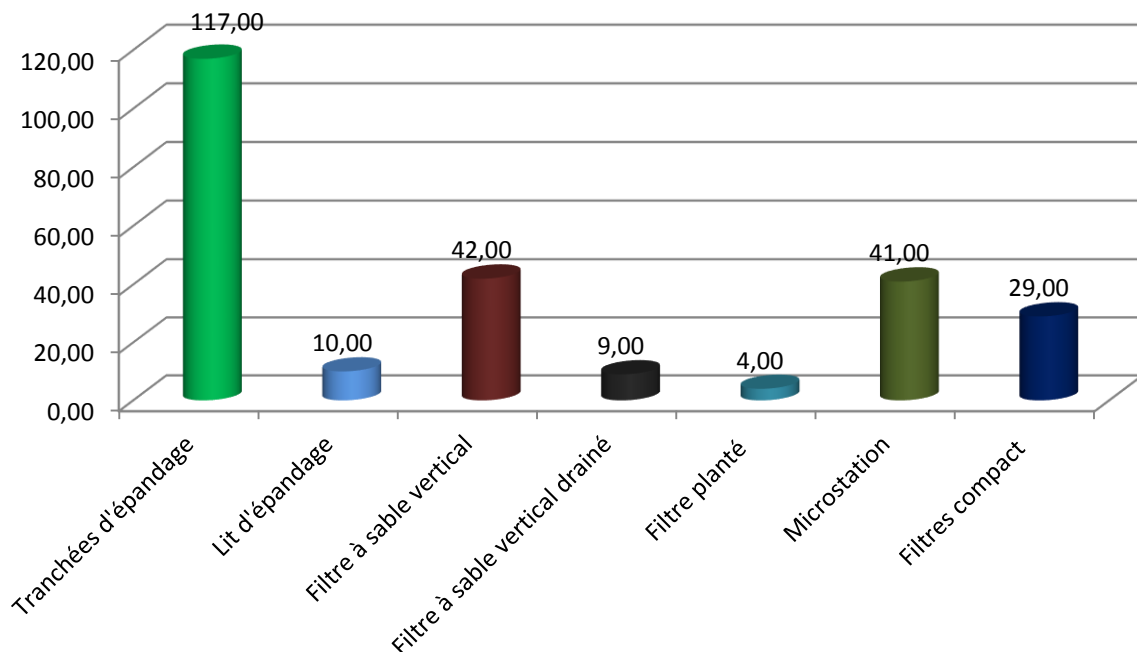
5.4 L'impact du service sur le renouvellement des installations



Ce graphique montre le nombre de dossiers déposés dans le cadre d'une réhabilitation d'une filière, suite à un diagnostic effectué. On remarque que depuis 2010, autant sur la conception que sur la réalisation, l'impact du service via les diagnostics sur le taux de renouvellement des installations est croissant. Néanmoins, les années 2014 et 2015 connaissent un fort accroissement de réhabilitation sur les installations contrôlées et nécessitant une réhabilitation.

5.5 Les filières mises en place

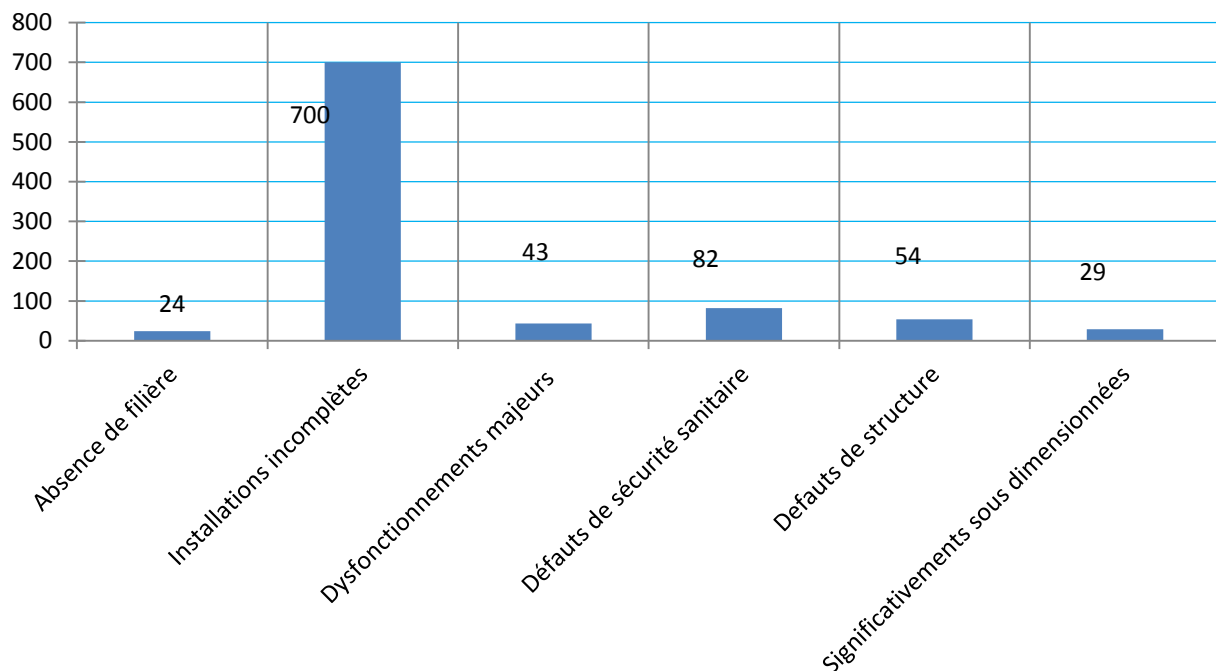
Les différentes filières mises en place lors des réalisations pendant l'année 2015



On peut observer, via ce graphique, de la répartition des types de filières mises en place au cours de l'année lors des réalisations des filières. La tranchée d'épandage à faible profondeur représente la moitié de ces dispositifs.

Types de non conformités constatées lors des diagnostics effectués au cours de l'année 2015

Selon l'arrêté du 27 Avril 2012 fixant les modalités de contrôles



Ce graphique met en évidence la non-conformité « installation incomplète » comme majoritaire. Ce cas peut entraîner des risques de mauvais fonctionnement ou de pollution. On entend par filière incomplète, une absence ou une non accessibilité d'un des ouvrages constituant la filière d'assainissement.

Communauté d'Agglomération Dracénoise

- Service Public d'Assainissement Non Collectif -

Square Mozart – CS 90129 – 83004 DRAGUIGNAN Cedex

Tel : 04.94.50.16.40 – Fax : 04.94.50.16.33 – spanc@dracenie.com – www.dracenie.com